

Le régime a empêché l'accès à Internet et filtré les appels téléphoniques.

Tout un pays débranché

En temps normal, 23 millions d'Égyptiens, soit près d'un quart de la population du pays, accèdent plus ou moins régulièrement à Internet d'après les chiffres officiels. Depuis jeudi, le gouvernement de Moubarak a osé faire ce que la Chine ou l'Iran n'ont jamais ne serait-ce que tenté : couper l'accès à Internet d'une nation entière. Du «simple» filtrage de réseaux sociaux, comme Twitter, utilisés par les manifestants, l'Égypte est passé au niveau supérieur, le blocage total de tous les sites. Seuls la Birmanie et le Népal, où le taux d'équipement est incomparable avec l'Égypte, ont déjà franchi un cap similaire.

Une première. Sur son blog, l'entreprise spécialiste en réseaux Renesys évoque la censure du Net imposée à tout poste connecté via les quatre principaux fournisseurs d'accès à Internet (FAI) du pays, à savoir Link Egypt, Vodafone, Telecom

Egypt et Etisalat Misr. Les FAI semblent avoir obtempéré aux exigences du gouvernement, filtrant sans distinction les protocoles nécessaires à la navigation web. Mettre en place un tel filtrage ne nécessite pas d'opération de grande ampleur pour les opérateurs, une simple série de commandes renseignées sur un ordinateur dédié suffisant à

«En vingt-quatre heures, on a perdu 97% du trafic internet égyptien.»

Julien Coulon cofondateur de Cedexis, société qui régule les visites d'internautes

«débrancher» tout un pays. «En vingt-quatre heures, on a perdu 97% du trafic internet égyptien», déclarait vendredi à l'AFP Julien Coulon, cofondateur de la société française Cedexis qui régule et oriente à un niveau international les visites d'internautes selon l'état du trafic. Concrètement, l'entre-

prise Trend Micro, experte en sécurité informatique, évalue que 88% du réseau est indisponible en Égypte, une première dans l'histoire d'Internet.

Conséquences de ces méthodes draconiennes : les sites hébergés en Égypte étaient indisponibles vendredi, même depuis l'étranger. Le site ZDnet.com a tenté de se connecter aux 25 sites les plus fré-

quentés du pays : 22 d'entre eux étaient indisponibles, les trois autres étant des sites d'entreprises automobiles redi-

rigéant probablement vers des versions étrangères. Parallèlement au bridage du Web, les opérateurs de téléphonie mobile ont reçu l'ordre de suspendre leurs services dans certaines zones, empêchant, par exemple, l'envoi de SMS.

Des moyens de contourner la censure ont été mis en place,

notamment par le FAI associatif français FDN, qui permet via son réseau à tout Égyptien disposant d'une ligne téléphonique analogique de se connecter à Internet en appelant un numéro en France. Cette solution d'accès par Réseau téléphonique commuté (RTC) peut déjouer le filtrage et permettre d'obtenir un débit faible.

Blogueurs. Reporters sans frontières a rappelé à cette occasion que l'Égypte figure sur sa liste des «ennemis d'Internet» en raison du traitement réservé aux opposants sur la Toile. Profitant de l'actualité, WikiLeaks a dévoilé vendredi des câbles diplomatiques de l'ambassade américaine du Caire. L'un d'entre eux, daté de mars 2009, estime à 160 000 le nombre de blogueurs égyptiens, tous genres confondus, et fait état d'arrestations de plusieurs d'entre eux accusés d'avoir organisé des manifestations.

ALEXANDRE HERVAUD



Dans les rues du Caire, vendredi. Des centaines de milliers de manifestants sont descendus dans la rue pour contester le régime de Moubarak. PHOTO MARCO LONGARI. AFP